F Rec 211960

CONVENTION NATIONALE.

LETTRE
DU CITOYEN DUMOURIEZ,
GÉNÉRAL DE L'ARMÉE DU NORD,
AU CITOYEN PRÉSIDENT,

Renvoyée à la Commission des Douze, le 7 Janvier 1793, l'an 2 de la République.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYEN PRÉSIDENT,

Quand même ma santé, fatiguée par un travail excessif, & plus encore par le chagrin, ne m'eût pas engagé à demander un congé, je l'eusse sollicité au nom de la Patrie en danger, tant pour dévoiler les causes de la désorganisation & de la pénurie de toutes les armées de la République, que pour venir proposer les moyens de multiplier nos forces en raison de l'augmentation de nos ennemis.

Toute l'Europe s'arme contre nous. Nous avons abattu quelques têtes de l'hydre du despotisme. D'autres têtes se présentent,

THE NEWBERRY LIBRARY

nous les abattrons encore, ou nous mourrons dignes enfans de la Liberté. Tels ſont les ſentimens de vos concitoyens armés ; je ſuis leur garant, car j'ai été le compagnon de leurs travaux, de leurs dangers & de leurs victoires.

Les nouveaux dangers ſont loin de les effrayer, mais ils ont beſoin de vêtemens, d'armes, de chevaux, de ſubſiſtance aſſurée ; ils n'ont pas beſoin d'encouragemens, mais on leur doit des récompenſes. Vos Généraux ont beſoin de votre confiance. Vous êtes les Repréſentans de la Nation dans cette Aſſemblée ; ils le ſont à la tête des armées. Leurs fonctions ſont plus pénibles que les vôtres, & ils ont de plus la reſponſabilité la plus terrible, la mort, & le jugement inflexible de la poſtérité.

De leur gloire, ou de leur honte, dépend le ſalut ou la ruine de la Patrie ; ils ont donc le droit de vous dire la vérité, d'exiger tout ce qui leur eſt néceſſaire pour agir avec ſuccès, ou de renoncer au commandement, & de rentrer dans les rangs comme ſimples ſoldats, ſi leurs travaux, leur âge, ou leurs bleſſures n'ont pas énervé leurs forces.

Dans la carrière périlleuſe qu'ils parcourent, occupés du ſalut de la République, de la gloire du nom français & de leur propre réputation, ils n'ont pas le temps d'être factieux : ne les enveloppez pas de ſoupçons flétriſſans. Croyez à la grandeur d'ame, c'eſt le ſoutien des Républiques. Chacun de nous a les yeux de l'Europe entière ſur lui ; l'amour de la gloire ajoute encore à ſon patriotiſme, & repouſſe loin de lui la baſſe cupidité.

La pierre de touche pour connoître ſi vos Généraux ſont vertueux, c'eſt leur ſenſibilité ſur les ſoupçons ou d'avarice ou d'ambition ; s'ils ſont vertueux, ils donneront leur démiſſion plutôt que d'être déshonorés par des ſoupçons injuſtes ; s'ils ſont avares ou ambitieux, ils reſteront en place, & ils boiront la honte pour aſſouvir l'une de ces deux paſſions.

On m'objectera qu'il faut tout ſacrifier au ſalut de l'Empire. J'en convi ns ; eh bien ! Repréſentans, ſacrifiez-lui vos affections & vos haines ; ſacrifiez vos opinions même, lorſque l'expérience & les lumières les contrediſent. Lorſque toute l'Europe ſe réunit pour vous attaquer, réuniſſez-vous pour réſiſter. Où chercherez-vous des amis & des frères hors du ſein de la Patrie ? Où chercherez vous des défenſeurs hors de vos armées & de vos Généraux ?

J'ai combattu en Champagne, avec une poignée de monde, des ennemis innombrables. Cette formidable armée pruſſienne s'eſt évanouie devant la perſévérance & le courage des Soldats ré-

publicains. Toutes les parties d'adminiſtration ont ſecondé la partie militaire ; je n'ai eu que des éloges à faire, & pas une plainte à porter à l'Aſſemblée nationale. La même armée vient d'enlever la Belgique au deſpote autrichien ; elle manque de tout, parce qu'on a caſſé des marchés faits par mon ordre, parce qu'on a déſorganiſé l'adminiſtration. Je me ſuis plaint ; vous avez ſagement envoyé des Commiſſaires. Au lieu d'attribuer mes plaintes à l'eſprit de faction, que je ne peux pas avoir adopté, puiſque je vis, depuis le mois de Juillet, au milieu des camps, & loin de Paris ; examinez ſans partialité les comptes rendus par vos Commiſſaires ; liſez avec attention & avec équité les quatre mémoires dans leſquels je détaille mes griefs, & jugez.

Mais penſez que vous n'avez pas un jour à perdre, & que c'eſt la plus eſſentielle de toutes vos affaires. Les Deſpotes raſſemblent de grandes armées ; faites de votre côté des efforts proportionnés. Le courage des Français eſt inaltérable ; mais il vous faut des forces ſuffiſantes, une adminiſtration ſage, un plan fixe & uniforme, tant politique que militaire. Toutes les meſures demandent du ſecret, & ne peuvent ſe traiter dans une Aſſemblée nombreuſe, dont l'attention eſt interrompue par la multiplicité & la variété des affaires. Nommez un Comité pour examiner les plans de la campagne prochaine, les beſoins & les reſſources de vos armées ; ou, ſi vous renvoyez ce travail au Pouvoir exécutif, choiſiſſez des hommes en état d'ordonner. Le Bureau de la guerre eſt devenu un club, & ce n'eſt pas dans un club qu'on expédie les affaires ; auſſi ſe plaint-on dans toutes les armées de la non-expédition. Ayez des Commis qui travaillent, au lieu de faire des motions. Le vrai Républicain eſt celui qui remplit aſſiduement les fonctions de ſon état ; celui-là ſert la République : le motionaire ne fait que l'agiter.

J'ai acquis par mes ſervices le droit de vous dire la vérité, c'eſt pour moi un devoir ſacré ; car je veux ſauver la République, qui n'a jamais été plus en danger que depuis deux mois, depuis qu'un ſyſtême déſorganiſateur a plus diminué vos forces que n'auroit pu faire la perte d'une bataille.

Je connois mieux que perſonne le courage des Français & les reſſources de ma patrie ; elle peut réſiſter à l'Europe entière, ſi ſes forces ſont bien diſtribuées. L'expérience des différens emplois que j'ai remplis dans l'eſpace de trente-ſix ans d'une vie très-laborieuſe & très-occupée, m'a donné la connoiſſance de tous les moyens de cette belle République. J'offre mes veilles, mon expérience & ma vie. Je ne crains pas qu'on me ſoupçonne d'aſ-

187

pirer à la Dictature, ni au Stathoudérat de la Belgique, quoique ces sottises aient été imprimées par des malfaisans que je regarde comme encore plus ennemis de la République que les miens.

J'ai fait le serment, & je le réitère, de me retirer de tout emploi public à la paix; j'aurai assez fait pour ma patrie & pour l'histoire. Si, lorsque la République sera délivrée du fléau de la guerre, cette précaution ne suffit pas pour écarter les soupçons, je promets de m'imposer moi-même l'ostracisme le plus rigoureux

Mais aussi, si, dans la terrible crise où nous nous trouvons, la Convention nationale ne m'accorde pas la confiance que je crois mériter; si elle prend des précautions contre moi; si elle ne prend pas un parti décidé sur les quatre mémoires que je soumets à sa sagesse, alors, Citoyen Président, je prouverai sur-le-champ à ma patrie que je n'ai ni ambition ni avarice, en me démettant du Généralat, & en me retirant à la Campagne, où je continuerai mes études sur les parties de la politique & de la guerre, toujours prêt à en sortir, dès qu'un gouvernement bien réglé me présentera les moyens d'être utile à mes concitoyens.

Signé, DUMOURIEZ.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.